

# Tribune socialiste

N° 337 / 20 JUILLET 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert



La semaine  
européenne

U.N.E.F. et  
S.N.I.

Rémy Grillault  
Lucien Saintonge

Vacances :  
à emporter

Moyen-Orient  
et  
information

Dominique Yvoire

Les sous  
des militaires

David Boubil

## Visage de la rentrée

Marc Heurgon

Peut-être après tout aurons-nous des vacances tranquilles. Supposons que sur le plan extérieur, aucune aggravation subite surgie du Vietnam ou du Moyen-Orient ne vienne bouleverser notre quiétude d'occidentaux nantis ; supposons encore que le 10 août prochain de Gaulle ne dépose pas une des bombes dont il a le secret et ne choisisse pas une fois de plus le terrain le plus favorable pour acculer la Gauche à la défensive. Nous pourrions alors durant quelques semaines changer d'air et prendre un peu de détente ; nous devons surtout utiliser au mieux ce moment de réflexion pour nous préparer aux dures batailles qui don-

neront son véritable visage à la rentrée 1967.

Sur le terrain électoral, la campagne des cantonales sera déjà engagée quand *T.S.* reparaitra. Le P.S.U. affirmera sa présence, partout où il le pourra ; il le fera, comme il l'a toujours fait, au sein de la coalition de gauche, sans mettre d'autre condition aux accords qu'il conclura que la claire acceptation de l'alliance des forces de gauche et le refus de toute compromission, au premier tour comme au second, avec la droite ou avec le centre. Mais le P.S.U. sait bien que sur des problèmes aussi importants que la démocratie régionale, la mise sur pied d'assemblées douées

de pouvoirs réels, les choix prioritaires répondant aux exigences d'une économie moderne, les options qui sont les siennes sont encore minoritaires au sein de la Gauche. Il sait combien est fort le conservatisme et l'archaïsme des notables de gauche, cramponnés aux structures périmées que sont les départements et Conseils généraux, se bouchant volontairement les yeux devant la nécessité de profondes réformes que la technocratie gaulliste aborde à sa manière, mais que la Gauche trop souvent n'aborde pas du tout. Tout cela les candidats du P.S.U. le diront

(suite page 2)



## Editorial

(suite de la première page)

en affrontant un scrutin qui a précisément pour but de favoriser les situations acquises en sachant qu'il s'agit d'une bataille de longue durée et que l'objectif est de franchir une étape, non d'aborder une échéance essentielle.

Sur le terrain économique et social, tout laisse prévoir que la détérioration du climat, que le mécontentement croissant dans de larges secteurs de l'opinion, se traduiront par des luttes plus violentes que les années précédentes. Le P.S.U. affirmera sa solidarité profonde avec toute bataille engageant les travailleurs. Mais il sait combien sont insuffisantes des actions menées sur le thème purement négatif de la lutte contre les ordonnances.

Face aux échéances du Marché commun, le régime gaulliste veut imposer les mesures qui rendront compétitive l'économie française ; en fonction de la base sociale qui est la sienne, il fait peser sur les travailleurs l'essentiel du sacrifice. Si demain une majorité de gauche se trouve au pouvoir, elle fixera d'autres priorités et elle arrêtera des choix différents ; encore faut-il qu'elle dise lesquels et qu'en fonction de ses objectifs elle propose ses solutions. C'est moins facile que de récolter

des signatures dans les gares ou de réaffirmer un attachement biblique à la conquête que fut la Sécurité sociale. Le P.S.U. pour sa part utilisera toutes les occasions — l'intervention de ses parlementaires lors de la discussion du budget, les articles de ce journal, les prises de position des instances du parti — pour présenter ses propositions et prendre parti sur les problèmes de fond, quitte à négliger les clientèles du moment. C'est là encore une bataille de longue durée, mais au moment où la Gauche va discuter de son programme, elle sera jugée sur sa capacité à répondre aux problèmes sérieux qui se posent aujourd'hui, en Europe Occidentale, à une société économique avancée.

Sur le terrain international, rien ne permet d'espérer un apaisement rapide dans les zones de tension. L'armée américaine au Vietnam, en fonction des échecs qu'elle subit, peut être conduite à prendre des risques accrus, à étendre encore le champ et les formes de la guerre. Chaque jour devient plus insuffisante la simple propagande pour le rétablissement de la paix, si elle n'est pas liée à l'affirmation d'une solidarité totale avec la lutte du peuple vietnamien, si elle ne trouve pas les formes en France et en Europe occidentale qui permettront d'affaiblir et de faire reculer l'adversaire. Le heurt des nationalismes qui prolonge et aggrave le conflit du Moyen-Orient

rend plus dangereuses encore les perspectives d'un règlement prochain. Les inadmissibles prétentions de l'état-major israélien sur Jérusalem, la Cisjordanie et aujourd'hui le canal de Suez ne peuvent que renforcer dans le camp arabe ceux qui ne cherchent qu'à exploiter les rancoeurs de la défaite pour prêcher la guerre sainte. Il devient de plus en plus urgent que la Gauche, abandonnant les solidarités passionnelles et rejetant les allégeances aux Etats, s'emploie patiemment, pierre par pierre, à recréer les possibilités d'un dialogue entre les socialistes arabes et les socialistes juifs, seuls capables de définir un jour les formes d'une communauté au Moyen-Orient.

Sur chaque problème et à chaque occasion, construire l'unité de la Gauche et préparer pour elle des perspectives de victoire, revient à proposer les solutions réelles, à donner la priorité aux accords sur le fond et non pas aux convergences tactiques. Tel est bien le choix de notre 5<sup>e</sup> Congrès ; il exclut toute stratégie qui viserait à brûler les étapes.

Peut-être cet été ferez-vous des promenades en montagne ; vous trouverez toujours des impatientes qui jugent que l'on ne va pas assez vite et qui se ruent sur le premier raccourci venu. Laissez-les faire ; ils s'apercevront bientôt qu'il s'agissait d'un chemin sans issue et ils vous rattraperont, tout essouffés, un peu plus haut. □

## La semaine

La dernière période a été rudement marquée par les événements internationaux, au point que l'évolution des problèmes européens n'a peut-être pas revêtu l'importance qui est la sienne. Pourtant, depuis la rencontre à Rome, en mai dernier, des Six du Marché commun, plusieurs éléments doivent être relevés.

En premier lieu, le refus « gaulliste » de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun a repris une netteté que l'on avait cru éteinte depuis la visite à Rome. L'anti-américanisme est à la base de la démarche de De Gaulle et il est de fait que l'Angleterre demeure particulièrement « inféodée » à la stratégie U.S., on n'y sent même pas ces velléités d'autonomie ou d'initiative que l'on peut percevoir dans la politique étrangère de Bonn ou de Rome. Il est également notoire que l'économie britannique est pour partie liée au Commonwealth, que le problème du sterling se pose en termes d'autant plus complexes que la monnaie britannique joue un rôle international. On peut même aller jusqu'à se demander avec de Gaulle si l'entrée simultanée de plusieurs pays européens ne risque pas de faire du Marché commun une aire de libre-échange, ce qui lui ôterait cet aspect de zone protégée à l'échelle des Six qu'est le sien, en dépit des récents accords du Kennedy-Round. Au niveau économique, le Marché commun ap-

paraît comme l'un des pôles de la concurrence économique, aussi bien internationale qu'intercapitaliste.

Il reste cependant que le seul moyen de combattre l'hégémonie U.S. repose à coup sûr sur une puissance européenne, la plus élargie possible, donc incluant la Grande-Bretagne ; compte tenu que les rapports avec le tiers monde seront d'autant mieux abordés que jouera la cohérence européenne (la socialisation de l'Europe est évidemment une condition essentielle de cette indépendance, mais elle ne saurait entrer dans les vues du gaullisme). Du coup, se pose seulement la question des délais nécessaires à un rapprochement global ; aussi bien peut-on se demander s'il n'y a pas, dans les difficultés économiques de la France, des raisons qui incitent au refus « gaulliste ». Une motivation de cet ordre est sans doute également à la base de la grande discrétion allemande sur le sujet.

En second lieu, il faut souligner l'importance, autre que de routine, des voyages de Pompidou à Moscou et de De Gaulle à Bonn.

A Moscou, trois thèmes ont dominé. Les échanges économiques entre les pays sont loin du rythme escompté : par exemple, la France attend la suite concrète aux accords passés avec Renault, à un moment, notons-le, où, après un an et demi de dynamisme, notre industrie automobile semble s'essouffler. L'avenir démon-

trera vite si l'on est parvenu à un stade plus avancé de coopération économique.

Autre thème, le Moyen-Orient. Comme on le sait, il y a ici convergence de fait entre les tactiques soviétique et française. La confirmation des conseils de modération prodigués par Podgorny dans les capitales arabes illustre cette remarque. Cela dit, force est de constater que, pour l'heure, Russes et Français ne sont guère suivis et essuient des défaites diplomatiques. Les ultras des deux camps font inévitablement pression sur les modérés ; il n'est pas certain qu'à plus ou moins long terme la paix et la solution effective de l'antagonisme y trouvent leur compte. On peut estimer que Paris et Moscou vont tenter et de limiter leurs échecs et de relancer leur tactique.

Enfin, éternel point de désaccord franco-russe, la « sécurité européenne ». Là, il faut en venir au déplacement de De Gaulle à Bonn pour saisir ce qui se passe.

Contrairement aux résultats attendus, la dernière rencontre franco-allemande a moins achoppé qu'il n'était prévu. Sur le plan bilatéral, des progrès ont été accomplis, du moins sur le papier. Sur un autre plan, s'il est acquis que l'on a assisté à un courtois chassé-croisé entre les grands projets de désarmement de W. Brandt et l'invite à l'opposition anti-américaine de De Gaulle, il est également remarquable que l'on ait senti comme un besoin sourd et implicite de rapprochement franco-al-

lemand. En ce sens que les Allemands, confrontés au surplus à une dégradation économique plus avancée qu'en France, sont divisés entre pro-américains et moins hostiles à la diplomatie française. Tandis que les Français ont besoin de s'appuyer à la fois sur Bonn et Moscou. Il y a là une situation d'incertitude dont on ne saurait prédire le lendemain. Moscou ne peut que s'en féliciter et s'en plaindre ! Idem pour les Allemands et les Français ! D'où le lien objectif qui rapproche bilatéralement les uns des autres (dans le sens Bonn-Moscou, c'est à peine amorcé). Ce raisonnement peut être tenu, même si, comme le notait A. Fontaine dans une analyse remarquable du *Monde*, l'U.R.S.S. dialogue avant tout avec les U.S.A. qui lui cèdent en Europe contre ses propres reculs au Moyen-Orient ou en Asie du Sud-Est.

Ce jeu diplomatique tour à tour favorise ou défavorise certains thèmes neutralistes que nous défendons. Mais même en les favorisant, de Gaulle obéit à des motifs qui ne sont pas nôtres et ne peut aller jusqu'au bout de ces hypothèses de travail, chez lui plus d'opportunité que de stratégie. Comment exploiter, même modestement, ces contradictions ? Voilà ce que la gauche n'a jamais su dire, ni faire, ne serait-ce que parce qu'elle est trop divisée sur le chapitre. Dans ces conditions, il nous appartient de déployer une attitude plus offensive en matière de politique étrangère. Sans doute, nous y attacherons-nous de manière nouvelle à la rentrée !

Tribune Socialiste  
Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'Administration

Publicité littéraire :  
22, rue de Grenelle  
Paris-6<sup>e</sup>

Abonnements :  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967



## Opération T.S.

Ainsi que nous l'avons antérieurement annoncé, T.S. reprendra sa parution dès le 14 septembre prochain, avec un numéro normal de 12 pages alors que pour les deux dernières semaines nous avons préféré paraître sur 8 pages.

Nous rappelons également à nos lecteurs qu'un questionnaire publié dans le précédent T.S. leur permet d'apprécier toute une série d'orientations de notre journal, qu'elles soient techniques ou politiques. Ils pourront ainsi juger et nous pourrons par suite connaître leur opinion : sanctions de plusieurs mois d'efforts plus ou moins heureux, indications précieuses pour de futures réformes.

En vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, ce sondage revêt une grande importance à nos yeux : aussi bien nous permettons-nous d'insister auprès de vous pour que vous y répondiez.

Toute correspondance est à adresser au 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>). Libeller : « Sondage T.S. ».

## Infirmiers en grève

Après les « Etats généraux de l'hospitalisation publique », après l'affaire des psychologues (qui ont vu leur rémunération brutalement amputée de 40 %), après la grève des psychiatres des établissements publics), après la fermeture provisoire du « service-pilote » de tal Broussais, la grève des infirmiers et infirmières spécialisés de l'A.P. de Paris vient à nouveau d'attirer l'attention sur la dégradation constante de la situation de nos hôpitaux.

Depuis deux mois, les 2.300 spécialisés de l'A.P. (laborantines, manipulatrices de radiologie, masseurs-kinésithérapeutes, panseuses, infirmières-anesthésistes, orthoptistes, etc.) sont engagés dans une lutte difficile.

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

- La vengeance d'une orpheline russe
- Les veuves de 15 ans
- La chasse au lion à l'arc

Le cadre budgétaire prévoit 2.650 « spécialisés » à l'A.P. Il est unanimement reconnu comme insuffisant ; or, il n'y a que 2.300 postes occupés.

Ces chiffres paraissent dérisoires lorsque l'on sait qu'il y a chaque année 500.000 malades hospitalisés et 4.500.000 consultants — et lorsque l'on a bien à l'esprit l'évolution très rapide des techniques médicales.

Jusqu'en 1963, les « spécialisés » étaient recrutés parmi les infirmiers (ières) sur concours intérieur et suivaient une formation d'un an dans les écoles de l'Administration ; il y avait donc là une véritable promotion professionnelle, puisque pendant l'année d'études, le futur spécialisé percevait son salaire d'infirmier.

En juin 1963, un décret met le corps des infirmiers spécialisés dans un cadre d'extinction, ce qui est pour le moins étonnant puisqu'il s'agit de professions en pleine expansion, ce qui entraîne surtout la perte d'une revalorisation éventuelle et, dans plusieurs cas, l'impossibilité de l'avancement ou son extrême difficulté. Depuis le décret, le recrutement ne se fait plus au sein de l'A.P. mais s'adresse à l'extérieur.

Autant de mesures dont le *primum movens* est l'espoir de conserver les infirmières au chevet des malades. Une fois de plus, on retrouve l'image habituelle de l'A.P. : quelques techniciens et une grande masse d'agents exécutant le travail, mais payés au rabais, des mesures autoritaires et bureaucratiques pour éviter la fuite des infirmières soignantes vers la spécialisation ou vers le secteur privé, au lieu de rendre la profession attractive par l'amélioration des conditions de travail, des œuvres sociales, la possibilité d'une promotion professionnelle...

Le problème des spécialisés, s'il est étroitement lié à celui du personnel soignant, retentit aussi directement sur l'un des « points sensibles » de la Sécurité sociale, celui des frais d'hospitalisation.

Face à cette situation dramatique, les organisations syndicales de l'A.P. ont réagi par toute une série d'actions, aboutissant aux grèves des 13, 23 et 24 juin. Les syndicats se heurtent dans cette lutte aux ministères des Affaires sociales et des Finances. Ils ont comme alliés l'Administration de l'A.P. et une partie du corps médical. La grève des spécialisés est un test de la gravité de la situation car il s'agit d'une catégorie volontiers considérée comme « l'aristocratie » du personnel hospitalier, peu portée à l'action revendicative.

Et, en fin de compte, les intérêts de tous sont solidaires de ceux... des malades.

## Haro sur la Sécurité sociale

Le rapport du « Haut Comité Médical », celui du C.N.P.F. ; une campagne de presse savamment orchestrée, les propos de Pompidou lui-même, comparant la S.S. à une entreprise industrielle dont il s'agirait d'équilibrer le budget (comme s'il tenait le même langage à propos de la force de frappe !) avaient laissé prévoir l'attaque contre cette conquête de la classe ouvrière.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit : la S.S., avec ses conseils d'administration élus et fédérés au sein d'un organisme national, constitue dans son principe une injure à l'autoritarisme et à la bureaucratie gaullistes, encore que dans la pratique son autonomie soit déjà largement battue en brèche.

Il n'est pas question de nier que l'augmentation constante des dépenses de santé pose un problème financier (même en supposant réglé le scandale des charges anormalement supportées par la S.S.). Or, à ce point de vue, les solutions esquissées par le gouvernement ne peuvent constituer que des *palliatifs* tout à fait provisoires. La séparation des risques, l'augmentation des cotisations et du ticket modérateur, la régionalisation financière ne modifieront en rien le principal facteur d'augmentation des dépenses de l'assurance-maladie qui est constitué par le *progress de la science et des techniques* médicales. Le mode de distribution des soins intervient également mais en seconde ligne ; il est par contre essentiel pour la *qualité* des services rendus.

C'est pourquoi, s'il est tendancieux de parler de « déficit » de la S.S., il semble vain de parler de son équilibre financier avant d'avoir tranché les points suivants :

1° Les Français doivent dire quelle part du revenu national ils souhaitent consacrer à leurs besoins de santé ;

2° Les deux principaux postes budgétaires de l'assurance-maladie, les hôpitaux et la pharmacie, doivent voir leur efficacité humaine et sociale nettement améliorée. En ce qui concerne les hôpitaux, l'Etat doit y réaliser les investissements et y prévoir le personnel nécessaires pour assurer un fonctionnement effectif du plein-temps.

Quant à l'industrie pharmaceutique, grande bénéficiaire de la S.S., elle devrait, par la nationalisation, être mise hors d'état de réaliser d'énormes bénéfices souvent obtenus par des méthodes publicitaires intolérables en la matière.

Le P.S.U. publiera à la rentrée les conclusions d'un groupe de travail sur ces problèmes essentiels où le « social » rejoint d'emblée le « politique ».

## Une autre pilule

Que le gouvernement ait demandé les pouvoirs spéciaux pour mieux instaurer la justice sociale et pour faire aux travailleurs une bonne surprise, il fallait être M. Vallon en personne pour le croire, ou simplement l'espérer.

Les décrets de juillet apportent la réponse que l'on attendait aux illusionnistes habituels du gaullisme de gauche. Dans la tradition de ses mauvais coups économiques, le gouvernement a choisi la période des vacances pour annoncer à la fois ses transformations de la Sécurité sociale et l'augmentation la plus fantastique du prix des transports.

Tout cela était prévisible, parce que tout cela est logique. Le capitalisme moderne, dont le gaullisme est une expression politique parmi d'autres, ne peut sauver ses profits qu'en se déchargeant sur la collectivité tout entière d'une part croissante des coûts sociaux indirects de la production.

M. Debré justifie ses augmentations en parlant sans rire de la « vérité des prix ». Mais les entreprises paient-elles leur énergie et leur transport au prix « coûtant » ? Paient-elles à leur « juste prix » l'éducation ou la bonne santé des ouvriers et des ingénieurs qu'elles utilisent ? A la limite, la belle logique libérale de M. Debré conduirait à rendre payante l'instruction publique et à créer dans nos villes des rues à péage.

Il est vrai, bien sûr, que les coûts sociaux de la production augmentent sous l'effet du progrès technique et de l'évolution sociale elle-même. Mais l'augmentation des tarifs n'y change rien. La charge des transports est évidemment la même pour l'économie nationale. C'est la répartition sociale de cette charge qui est affectée. C'est la notion de service public qui disparaît et la contribution des usagers directs qui augmente.

Et ce ne sont pas les promesses vagues sur l'intéressement des travailleurs aux résultats des entreprises — intéressement qui se traduirait en fait par une épargne obligatoire et qui n'entraînerait aucun droit à la gestion des entreprises — ce ne sont pas ces promesses, même ressassées par de Gaulle lui-même, qui nous feront avaler la pilule.



## Etudiants

# Les Communistes et l'U.N.E.F.

Rémy Grillault

Le 56<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.F. qui s'est achevé à Lyon la semaine dernière, marquera une date importante dans l'histoire du syndicalisme étudiant. Sûrement pas à cause du niveau, trop souvent médiocre, des débats ; pas non plus par suite des orientations adoptées et qui manquent de précision. Ce qui a marqué ce congrès, c'est essentiellement un refus : l'U.N.E.F. a rejeté la solution qui l'aurait transformée en une simple courroie de transmission du Parti Communiste, par l'intermédiaire d'une U.E.C. auparavant domestiquée.

Qu'on nous entende bien. Ce qui était en cause à Lyon, ce n'était nullement la place, au sein du syndicat étudiant, de militants appartenant à l'Union des Etudiants Communistes. Depuis de nombreuses années, souvent à des postes importants, ceux-ci ont apporté à l'U.N.E.F. l'appoint d'un militantisme éprouvé et d'une pratique syndicale qui, d'ailleurs, les a souvent mis en conflit avec l'organisation politique à laquelle ils appartenaient. Nous n'avons jamais reproché à des militants communistes de poser clairement le problème des prolongements politiques qu'entraîne toute action syndicale qui dépasse le corporatisme.

Mais l'entreprise du Parti Communiste était d'une toute autre nature. Il s'agissait, personne ne peut plus en douter aujourd'hui, d'établir le contrôle d'un appareil politique puissant sur la direction du syndicat étudiant, puis très rapidement sur toutes ses A.G.E. Dès lors les options de l'U.N.E.F. auraient été déterminées de l'extérieur du mouvement, en fonction de choix non pas syndicaux mais politiques. Dès lors, la stratégie du Parti Communiste, sa conception de l'union des « forces démocratiques », auraient dicté au syndicat un certain type d'alliances au sein de l'Université. Du même coup, si les thèmes d'action proposés au congrès avaient été acceptés, ils se seraient traduits par un recul considérable du syndicat, retombant après des années dans des mots d'ordre corporatistes ou proches du poujadisme : allocation d'études sur critères sociaux, défense de structures universitaires périmées ou de la culture générale chère à la vieille Université libérale.

Depuis un certain nombre de mois, le P.C.F. développe une offensive de grande ampleur en direction de

l'Université ; après la prise en main du S.N.E.S., mais après l'échec subi au S.N.E.-Sup., il visait à contrôler l'U.N.E.F. pour tenir un autre maillon du secteur universitaire. Sans doute pensait-il profiter de l'occasion pour mettre à la raison un certain nombre de groupes ou d'isolés qui, précisément dans ce secteur plus que dans aucun autre, contestent son actuelle stratégie.

Pour atteindre un pareil objectif, aucun moyen n'a été négligé : si la pression financière au niveau d'A.G.E. « votant bien » et du coup sur représentées, ni la pression politique sous toutes ses formes, depuis la reprise d'injures calomnieuses à l'égard des adversaires jusqu'à la campagne tendancieuse développée par « L'Humanité » tout au long du Congrès. Qu'on ne s'étonne pas alors d'avoir vu renaître par moment certains réflexes anticomunistes aussi démodés que les procédés qui les provoquaient. Quand une organisation politique montre à ce point que pour elle la fin justifie les moyens, elle prend le risque si elle rate son coup de donner à l'échec qu'elle subit une résonance toute particulière.

Certes, l'ampleur de la majorité qui s'est dégagée à Lyon est particulièrement faible, puisqu'il s'agit de 6 mandats. Il reste, et c'est l'autre résultat important de ce Congrès, que cette majorité rassemble, et pour la première fois depuis plusieurs années, les A.G.E. qui ont défini depuis le Congrès de Dijon l'orientation universitaire de l'U.N.E.F. Par delà des engagements politiques différents, il est significatif que les militants de la F.G.E.L. et de Rennes, de Dijon et de Marseille, de Caen, de Toulouse ou de Lyon aient voté ensemble. Leur cohérence repose sur la commune conviction que le combat pour la transformation de l'Université se situe au niveau de ses structures ; une telle lutte n'a aucun sens si elle ne s'inscrit pas dans une mise en cause globale de la société capitaliste comme dans une présentation actuelle des objectifs socialistes.

C'est dans l'approfondissement d'une telle orientation que réside le renforcement de la seule majorité possible pour l'U.N.E.F., distincte aussi bien du corporatisme apolitique que de cette nouvelle forme de corporatisme politisé que proposent à l'U.N.E.F. les A.G.E. influencés par l'U.E.C. □

## Instituteurs

# S.N.I. : Routine

Lucien Saintonge

Le congrès du plus puissant syndicat de la F.E.N., fort de ses 282.000 syndiqués, s'est tenu à Paris du 12 au 14 juillet.

Un fait marquant à signaler d'emblée, le ralliement en masse de la tendance ex-cégétiste aux thèses de la direction autonome. Pour la première fois depuis longtemps, tous les textes ont été votés en commun (la troisième tendance « Les amis de l'École émancipée » restant en dehors de cette nouvelle majorité).

Il y a donc sur les problèmes corporatifs, pédagogiques, sociaux, internationaux une très large majorité cette année pour appliquer la ligne définie au congrès.

Avant même d'examiner la plateforme syndicale des instituteurs, on ne peut que constater la sclérose progressive de cette grande organisation : le jeu soigneusement contrôlé des tendances, l'absence de toute initiative venant de la base, l'absence même d'un débat au fond entre les syndiqués continuent à être la règle dominante.

Il est à noter que la tentative faite par les instituteurs du Rhône, non-alignés, de s'exprimer en congrès a été violemment combattue par la direction autonome...

Et pourtant, la thèse défendue par Montcharmont (pendant cinq minutes... le temps de parole étant calculé en fonction des mandats recueillis par les tendances au congrès précédent) méritait au moins d'être entendue... en proposant aux instituteurs « un syndicalisme offensif et constructif, capable d'élaborer et de populariser des solutions réelles aux problèmes sociaux actuels », Montcharmont répondait directement à l'inquiétude actuelle des enseignants devant l'inadaptation de l'école primaire à la société actuelle, et les attaques sévères que le gouvernement gaulliste développe contre elle.

C'est dans les luttes globales, dans la stratégie du front socialiste, en écartant tout corporatisme étroit, que résident les vraies réponses anticapitalistes.

Le résultat de ce congrès reste maigre. On va mobiliser les instituteurs sur des revendications catégorielles souvent importantes mais parfois dérisoires sans remettre en cause le système lui-même.

On continue à chanter la même antienne : « des crédits, des locaux,

des maîtres », sans répondre aux vraies questions : former des enfants pour quoi faire ? Quel est le contenu d'un enseignement correspondant à notre société moderne, quel est le moyen de refuser la pseudo-culture bourgeoise de consommation et de diffuser un enseignement démocratique ?

Aucune interrogation sur l'importance décisive des maternelles ; rien de précis sur la sixième commune, etc.

L'impression dominante reste donc la déception. Heureusement quelques correctifs sont à apporter à ce pessimisme.

Il y a eu au congrès un magnifique rapport de Jeanne Lordon sur l'enseignement moderne des mathématiques (comme on aurait aimé que l'ensemble du texte pédagogique soit de cette qualité !), une ouverture vers l'éducation sexuelle des enfants et une évolution des thèses traditionnelles du S.N.I. sur la formation des maîtres (on admet le rôle formateur de l'enseignement supérieur aux côtés des Ecoles normales et la nécessité de concrétiser cette formation par un diplôme universitaire type 1<sup>er</sup> cycle).

Combien de temps faudra-t-il attendre encore pour que le S.N.I. admette que nous sommes au vingtième siècle et que la lutte contre le néo-capitalisme est plus complexe que le combat d'hier pour « l'école républicaine » ? A quand l'acceptation sans réserve du socialisme ? □

## STAGE DE FORMATION

Programme pour le stage national du 31 juillet au 5 août.  
**PERSPECTIVES DE LA LUTTE CONTRE LE GAULLISME**

1<sup>re</sup> journée : Le néo-capitalisme en difficulté. L'Europe ; la France.

2<sup>e</sup> journée : La lutte économique contre la politique gaulliste.

3<sup>e</sup> journée : Problèmes régionaux et agricoles.

4<sup>e</sup> journée : La conduite de la lutte : rapports Syndicats-Parti ; organisation politique de la Gauche ; rôle du P.S.U. ; relations avec ses partenaires.

5<sup>e</sup> journée : Préparation des offensives futures : élections cantonales, contre-plans municipaux, régionaux, style de propagande ; organisation du Parti.  
Prix : Environ 70 à 80 F (péréquation des frais, voyage compris).



# VOUS LES EMPORTEZ AVEC VOUS

## THEATRE

• Bernard DORT : « Théâtre Public ». (Seuil, 375 p., 24 F.) Le théâtre populaire ne serait pas ce qu'il est devenu sans des hommes comme Dort.

• Antonin ARTAUD : « Le théâtre et son double ». (Idées-N.R.F., 246 p., 3 F.) Le théâtre contemporain lui doit beaucoup. Il faut le lire comme une dette.

• Armand GATTI : « V. comme Vietnam ». (Seuil, coll. Théâtre, 125 p., 3 F.). Une nouvelle collection qui débute bien.

• Rolf HOCHHUTTI : « Le Vicaire ». (Livre de Poche, 448 p., 3 F.) Une pièce qui n'est pas seulement « scandaleuse » mais aussi du bon théâtre, à la portée de toutes les bourses.

• « PARTISANS » n° 36 : « Théâtres et Politique » (136 p., 8,70 F.) De Piscator à Guy Kayat, une anthologie passionnante.

• « LA NEF » n° 29 : « Tendances, arts et lettres ». (191 p., 9 F.) Un bilan qui se veut complet et l'est souvent, du moins pour l'essentiel.

## MUSIQUE

• QUATUORS A CORDES SLOVAQUES. Dvorak et Smetana eurent d'habiles et agréables devanciers. Excellente interprétation du Quatuor slovaque dans un enregistrement d'une grande pureté sonore. (Charlin.)

• MAITRES D'ORGUES D'ALLEMAGNE DU NORD. Leurs noms sont obscurs, mais sans eux, nous n'aurions peut-être pas eu Bach ni Buxtehude. (Charlin.)

• LAZARRE OU LA RESURRECTION (de Schubert). Voici donc, en première mondiale, grâce au disque, la résurrection d'un chef-d'œuvre qu'aucun amoureux de la musique ne peut ignorer. (Charlin.)

• CONCERTO POUR CLAVICIN DE PHILIP EMMANUEL BACH. Le second fils du grand cantor fut plus qu'un excellent élève de son père : il approfondit et enrichit certaines de ses leçons, notamment dans le domaine du concerto. Excellente interprétation de George Malcolm. (Voix de son Maître.)

• RAVI SHANKAR ET ENESCO. Yehudi Menuhin, parfait interprète de son maître Enesco, assimile la raga d'une manière étonnante et forme avec deux instrumentistes hindous un ensemble d'une rare cohérence. (Voix de son Maître.)

• ALEXANDRE NEWSKI. L'oreille se fait regard pour revivre les principaux épisodes du grand film d'Eisenstein. Nous y retrouvons un Prokofiev lyrique et sauvage. L'Orchestre National de l'U.R.S.S. et les chœurs dirigés par Edgueni Svetlanov en donnent la meilleure interprétation possible. (Chant du Monde.)

• COUPERIN : 13<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> ORDRES DU 3<sup>e</sup> ORDRE. Réussite totale aussi bien sur le plan musical (Huguette Dreyfus) que sur celui de la technique. Jamais clavier n'a sonné si vrai, ni mieux. (Valois.)

• BRAHMS : LES ROMANCES DE MAGUELONNE. Parmi les œuvres vocales les plus belles et les plus spontanées de Brahms. Interprète idéal en la personne de Bernard Kruysen, émouvant et juvénile. (Valois.)

• MELODIES DE FRANCIS POULENC. Le dernier grand mélodiste français savait choisir ses poètes. Ici, Eluard et Apollinaire. Gérard Souzay a la voix, l'humour et la sensibilité qu'il faut. (Philips.)

• GUSTAV MAHLER. A ceux que les paysages d'été ne peuvent distraire de leur humaine condition, Otto Klemperer offre un bouleversant festival Mahler où la voix de la nature parle souvent de la mort. A côté de la 9<sup>e</sup> symphonie, les sublimes Chants de la Terre font entendre pour la dernière fois la pure voix de Fritz Wunderlich, disparu prématurément cette année. (Voix de son Maître.)

## POLITIQUE

• Jean RAFFAELI : « Hanoi, capitale de la survie ». (Grasset, 263 p., 18 F.) Les reportages se succèdent et ne se ressemblent pas; celui-là est l'un des meilleurs.

• C. WRIGHT-MILLS : « Les cols blancs ». (F. Maspéro, 363 p., 24,65 F.) Le clivage social américain se reproduit en Europe, c'est pourquoi il faut lire ce livre.

• J. DUMAZEDIER et A. RIPPERT : « Loisirs et Culture ». (Seuil, 398 p., 24 F.) Parler des loisirs, c'est parler d'un problème scientifique.

• Jacques NANTET : « Pierre Mendès France ». (Ed. du Centurion, 272 p., 18 F.) La biographie la plus récente et la plus complète de P. M. F.

• P. GABERT et P. GUICHONNET : « Les Alpes et les Etats Alpains ». (P.U.F., 286 p., 18 F.) Un guide (sérieux) d'une région « européenne » dont la vocation touristique est permanente.

• Robert LAFONT : « La Révolution Régionaliste ». (Idées-N.R.F., 250 p., 3 F.) Des idées neuves sur un sujet neuf et capital.

• Henri JANNES : « Le progrès enchaîné ». (Calmann-Lévy, 276 p., 10,80 F.) Pour vous documenter sur le « sous-développement » français.

• Jacques DECORNOY : « L'Asie du Sud-Est ». (Castermann, 247 p., 22 F.) L'un des points les plus chauds du monde par l'un de ses meilleurs spécialistes.

• André KEDROS : « La Résistance grecque ». (Robert Lafont, 544 p., 24 F.) Une histoire méconnue dont les suites sont de nouveau tragiques aujourd'hui.

• Régis DEBRAY : « Révolution dans la révolution ? » (F. Maspéro, 938 p., 8,90 F.) Le Debray deviendra-t-il un classique ?

• « TROIS CONTINENTS » : au n° 2, le meilleur dossier sur les rapports franco-chinois. (Bimensuel, 2 F. 70, rue Saint-Louis-en-l'Isle, Paris-4<sup>e</sup>.)

• « LE MOIS EN AFRIQUE » : toujours à la pointe de l'actualité africaine. Deux récents dossiers sur le tribalisme et le syndicalisme. (Mensuel, 10 F. 17, rue de la Banque, Paris-2<sup>e</sup>.)

## PELLICULE

• ACCIDENT, de Joseph Losey. Comme tous les Losey, gagne à être vu plusieurs fois. Outre son poignant mal de vivre, que nous avions retrouvé à Cannes (ce qui lui valut, enfin, le Prix spécial du Jury), il y a dans ce film d'exceptionnelles photos que le réalisateur met quelque coquetterie à nous laisser découvrir. (Ne manquez pas *Les Criminels* si on les redonne.)

• ANTICIPATION, de Jean-Luc Godard. Demandez avant d'entrer si ce court-métrage est bien présenté dans les versions négatives en couleurs qui font tout l'intérêt du film. Si noir et blanc comme dans *Le plus vieux métier du monde*, attendre *La Chinoise* en compétition à Venise.

• BLOW-UP, de Michel-Angelo Antonioni. Oubliez la conclusion, si italienne, des clowns pseudo-romantiques, et vous avez tout de même un bijou fascinant et placé comme le faux cadavre ou le vrai photographe de mode du film. (Grand Prix du Festival à Cannes.)

• LA CHASSE AU LION A L'ARC, de Jean Rouch. Cet ethnographe est décidément plus à

faise dans la savane que dans les appartements parisiens (les tristes *Veuves de quinze ans*). Revoir aussi *Les Maîtres Fous*, plus inquiétants.

• LES DEMOISELLES DE ROCHEFORT, de Jacques Demy. Un festival de couleurs, de musique et de poésie. Peut-être plus convaincante que sa sœur *Catherine Deneuve*, vous y verrez, hélas! pour la dernière fois, la charmante Françoise Dorléac.

• EL DORADO, de Howard Hawks. C'est le retour en force de Hawks auquel la Cinémathèque vient de consacrer un hommage particulier. Un grand western où se retrouvent les irremplaçables John Wayne et Robert Mitchum.

• UN IDIOT A PARIS, de Jean-Jacques Korbber. Forcez-vous. Le film ne dit rien qui vaille mais l'histoire est d'une saveur qui vous détendront et vous charmeront tout à la fois. Une bonne surprise vous attend : Danny Carrel, excellente dans le rôle d'une putain sentimentale.

• MAMAIA, de José Varela. Tâchez de courir aussi vite que les « Jets » pour voir ce qu'on a boudé à Paris. Des couleurs, des poses, du rythme excellents qui ont valu à ce film, où Jean-Pierre Kalfon et Adriana Bogdan s'aiment avec tant de fraîcheur, le prix « Jeune Cinéma » à Hyères.

• MOUCHETTE, de Robert Bresson. La pureté de ce chef-d'œuvre n'a arraché que des félicitations au jury de Cannes et de rares Parisiens de leurs fauteuils. N'empêche. Les films de Robert Bresson sont toujours les plus importants.

• YOU ARE A BIG BOY NOW, de Francis Ford-Coppola. C'est un peu la découverte de Broadway et de l'amour à quinze ans. Ce réalisateur américain de vingt-trois ans a réalisé pour son premier film des gags souvent très brillants.

## 7<sup>e</sup> ART

• « L'ARC » : Hommage à Alain Resnais. (7,50 F., 124 p.) Une importante interview et de très belles photos de tournage.

• André BAZIN : « Qu'est-ce que le cinéma ? » (Editions du Cerf.) Le plus beau fleuron de cette série.

• P. RISSIENT : « Joseph Losey ». (Editions Universitaires.) Etude sur l'auteur d'*Accident*.

• Marcel TARIOL : « Louis Delluc ». (Cinéma d'Aujourd'hui, P. Seghers.) Prix Armand Tallier 1966.



☐ Commentaires

# Le Moyen-Orient et l'information

Dominique Yvoire

**A** l'image de ce que nous avons réalisé sur d'autres thèmes, nous nous étions proposé de publier un « dossier » sur le conflit israélo-arabe. Les délais et divers problèmes matériels nous obligent à reporter cette intention pour la rentrée. Toutefois, il nous a semblé intéressant de revenir quelque peu sur l'information déjà publiée sur la question, à la fois pour apprécier l'esprit qui l'a animée (et l'on sait qu'il fut assez souvent contradictoire) et pour suggérer à nos lecteurs soucieux de se documenter une liste de références dont ils seraient avisés de prendre connaissance s'ils ne l'ont déjà fait. (Liste non exhaustive, bien entendu.)

Ce sera aussi une manière de répondre aux nombreuses lettres que nous avons reçues : comme ce fut le cas dans toutes les rédactions, ces lettres traduisent des options parfaitement contraires, affichant pourtant toutes la même assurance d'être dans le vrai. Puisqu'il est fréquent que chacun pense qu'autrui dans cette affaire a les mêmes réactions que lui, le renvoi à une information très diverse nous a paru bienvenu, quelle que soit la thèse à laquelle on se rattache. Toute cure d'objectivité est saine, surtout dans le climat passionnel que nous avons connu.

Nous ne ferons pas allusion ici à l'actualité télévisée et guère plus à l'information radiodiffusée, si ce n'est pour rendre hommage à l'exceptionnelle qualité des émissions d'Europe N° 1. Nul n'oubliera plus les commentaires de J. Paoli, J. Besançon ou E. Rouleau, etc.! Mais nul n'oubliera la mauvaise foi significative du public convié aux émissions du poste périphérique : on y verra le symbole de cette passion que nous entendons dépasser.

En effet, à l'heure actuelle, nous nous refusons de « choisir » une politique israélienne à bien des égards suspecte, bâtie sur le court terme d'une victoire militaire et de gages territoriaux et qui ne cherche pas à distinguer la volonté légitime à un pays de vivre, d'une supériorité qui se confond *volens nolens* avec celle du monde développé sur le tiers monde. Les récentes prétentions sur le canal de Suez sous la pression des ultras de Tel-Aviv ne font que confirmer notre appréhension.

Mais nous nous refusons également à « suivre » la confusion

arabe où l'on ne perçoit aucune stratégie claire, alors qu'une stratégie négociatrice ne sacrifierait pas forcément les justes revendications des Palestiniens. En particulier, nous nous méfions profondément de la frénésie du colonel Boumedienne chez qui l'agressivité formelle ne saurait faire oublier le désir d'une bonne opération de politique intérieure, destinée à dissimuler les échecs de son régime.

Bref, entre ces deux axes, il y a d'abord place pour la connaissance du problème. On est trop souvent surpris par l'ignorance et la bêtise pure et simple pour ne pas revenir au critère de l'information. On a même le sentiment que sans cette dernière, on s'interdit tout progrès dans la voie des solutions. En tout état de cause, la gauche française doit s'y attacher plus que tout autre (1).

## Les vérités sur le sionisme

On attend toujours l'analyse objective sur le sionisme. A défaut, ou bien l'on baigne dans l'hagiographie du style de Mme Anny Latour (2), des commentaires individuels : ou bien l'on décrit le sionisme sous l'aspect exclusif d'une machination destinée à exploiter les Arabes. Entre la propagande sioniste proprement dite et les œillères des commentaires arabes, on n'y voit guère clair sur l'histoire d'un nationalisme particulier qui fut (est) celui des Juifs.

Dans le numéro spécial des *Temps Modernes* (3), notre ami M. Rodinson fournit sans doute l'un des rares exposés à vocation scientifique sur la question, en particulier une analyse très serrée nous est proposée des motivations de la déclaration Balfour. Il reste que Rodinson accorde à nos yeux trop peu d'importance à la longue histoire du sentiment national juif, sans lequel il est impossible de saisir l'attachement à la terre de Palestine (fût-il mystique). Dans un livre récent (4), G. Fau brosse un dossier du problème juif, rempli de renseignements sur l'antisémitisme, mais qui présente le défaut capital (et fort répandu) de ne pas s'imaginer un instant que la thèse juive peut être contestée et que celle des Arabes ne saurait être rejetée a priori. On complètera plus volontiers l'exposé magistral de Rodin-

son par deux articles israéliens des *Temps Modernes* (3), celui de R.-J. Werblowski sur la spiritualité juive qui est un élément constitutif du nationalisme et celui de Dov Barnir qui dit fort justement que les Juifs ne furent « ni une nation, ni une non-nation » et qui cite Marx : « Le judaïsme s'est conservé non pas malgré l'Histoire mais par l'Histoire. »

A l'opposé, très souvent, les commentateurs arabes survolant l'histoire sioniste, ont une prédilection pour l'interprétation psychologique du phénomène juif : c'est le cas par exemple de Madjalany (Syrie) dont la systématique est parfaitement cohérente mais finit par prendre l'allure du sophisme (3). L'on a également observé cette tendance dans la presse arabe; voir à ce sujet les articles de *Révolution Africaine* (4 bis).

Pour conclure ce bref exposé, on ne saurait trop conseiller l'admirable livre de G. Friedmann, *La fin du peuple juif* (5) qui, par une dissection de la société israélienne, démontre que celle-ci, sous le coup des valeurs de la société moderne de consommation de masse, perd ses « idéaux juifs » tandis que la Diaspora tend à s'assimiler localement. D'où le titre du livre.

## La tragédie des réfugiés

C'est le même G. Friedmann qui s'oppose à J. Berque dans les colonnes de *Démocratie Nouvelle* (6) autour du problème des réfugiés. Ce problème est au centre du conflit. Dieu, qu'on l'ignore! Dans les *Temps Modernes* (3), le Palestinien Sadi Hadawi fournit de nombreuses indications : on sent la revendication palpitante d'hommes humiliés mais l'on se perd un peu dans une relation insuffisamment mise en place. Dans le même numéro, l'Israélien Simha Flapan publie un texte excellent et complet, d'où filtre une compréhension assez étonnante des Arabes (assez rare pour des Israéliens). Citons également *Esprit*, et plus récemment des dossiers dans *Combat* (7), *Le Peuple - La Sentinelle* (8), *Croissance des Jeunes Nations* (9). Mentionnons surtout une étude de Michèle Paunet parue dans *Le Monde Diplomatique* (10) qui, à côté d'un ensemble consacré au problème général, précise notamment que la « Commission des Nations unies pour la Palestine » (organisme parallèle à l'U.N.R.W.A.) a permis de réaliser un relevé complet des biens des Arabes détenus en Palestine avant la création d'Israël; c'est un élément important pour toute négociation ultérieure.

Il reste que de très nombreux points concernant les réfugiés prêtent à de multiples controverses : leur nombre actuel (le chiffre de 2.100.000 est cité par S. Flapan comme par l'U.N.R.W.A.); les raisons de leur départ d'Israël que des propagandes antagonistes interprè-

tent sans jamais laisser place à l'étude historique; les stipulations des Nations unies. Dans un article remarquable, Daniel Mayer ne mentionne pas la non-application par Israël de décisions internationales qui l'obligent soit à rapatrier les Palestiniens, soit à les indemniser (selon leur choix) (11). Il reste que le problème des réfugiés peut être entendu de diverses manières, depuis le refus de le considérer comme une réalité (attitude courante), en passant par les diverses modalités techniques de règlement, jusqu'à la solution politique profonde où le réfugié n'est plus un homme secondaire qu'il faut caser, mais un Palestinien qui a droit à une patrie et qui pourrait la trouver aux côtés des Israéliens à condition que ceux-ci modifient la nature théocratique de leur État (voir à ce sujet les propositions courageuses et lucides d'Ury Avnery dans les *Temps Modernes*, qu'un pro-Israélien comme A. Labarthe reprend à son compte en réclamant la laïcisation d'Israël (12)). Le problème des réfugiés est un problème national; or, le siècle des nationalités ne fut le dix-neuvième que pour l'Europe (et encore!); pour le tiers monde, c'est aujourd'hui que cela se déroule; on commettrait une très grave erreur de ne pas tenir compte de cette vérité première, c'est pourquoi le nouvel exode des réfugiés à partir de la Cisjordanie apparaît plus qu'une injustice, une faute (les informations sur cet aspect sont controversées, du moins les comptes rendus d'E. Saab dans *le Monde* sont suffisamment poignants pour penser qu'il n'y a pas ici comme ailleurs de fumée sans feu!).

## Les réflexions de fond

En laissant de côté les références au pétrole et à l'évolution du nationalisme arabe qui mériteraient à elles seules un article complet, l'on voudrait terminer ce bilan rapide par le rappel de quelques prises de position de fond sur le conflit. Il y a les faits historiques dont certains viennent d'être évoqués et puis il y a les opinions, les jugements de doctrine.

A cet égard, les textes communistes ne manquent pas d'intérêt : ils font preuve d'une évidente mala-

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).



dresse (cf. la levée de boucliers au sein même du P.C. lors des premiers articles d'Y. Moreau) et d'un réel embarras; mais certains retiennent l'attention. Dans un numéro spécial de *Clarté-Nouvelle Critique* (13), J. Couland apporte des compléments historiques qui permettent, ajoutés aux autres, de retracer pas à pas cette longue trame d'événements qui ont secoué le Moyen-Orient depuis plus d'un demi-siècle. On notera également la synthèse de P. Juquin qui essaie de préciser les grandes lignes du contexte international actuel. Cela nous invite à la discussion, mais en des termes qui témoignent souvent d'un très réel effort d'objectivité. On rappellera une étude d'A. Gisselbrecht (14) dont on retiendra qu'il évoque « l'acquis de la colonisation de peuplement » et qu'il dénonce la finalité incertaine de diverses solutions et perspectives arabes. Du côté arabe, il nous faut nous reporter à plusieurs prises de position suggestives. Dans les *Temps Modernes*, la gauche arabe s'exprime avec les Egyptiens Khaled Mohieddine, Loutfi El Kholi, Ahmed Bahaeidina, Aiy El Samman et surtout à travers le captivant article du Marocain Laroui dont on ne saurait trop recommander la lecture. On citera aussi un éditorial de Béchir Ben Yahmed dans *Jeune Afrique* (15) qui a provoqué de fortes vagues en dénonçant et stigmatisant les responsabilités des dirigeants arabes et israéliens. D'une manière générale, rares ont été dans l'information en langue française les textes abordant le point de vue arabe en termes objectifs: ils ont constitué l'exception, la minorité ici ou là. Signalons par exemple un commentaire de P. Rondot dans *Réforme* (16) qui défend les régimes arabes au nom de leur « a-communisme ». Par contre, plus nombreux ont été ce que l'on pourrait qualifier des appels à la raison et à la lucidité: ce sont ceux-là qui ont suscité le plus de réponses pas-

sionnées de lecteurs (cf. à ce sujet les suites d'un papier « ouvert » d'A. Philip dans *Réforme* ou les remous provoqués par les éditoriaux nuancés de J. Daniel dans le *Nouvel Observateur*).

Nous n'insisterons pas sur l'approbation assez unanime des thèses israéliennes; du moins voudrions-nous citer quelques argumentations qui se sont efforcées d'aller plus loin que la seule adoption sentimentale. C'est ainsi que Claude Lefort, dans *Combat* (17), répond à M. Rodinson, J.-P. Vigier, etc. en démontrant que la victoire d'Israël n'était pas inévitable, ce qui change toute l'interprétation postérieure à la guerre. Lefort reprend, en le théorisant, le propos de J. Besançon affirmant qu'Israël pouvait être battu (18). Dans cette perspective, on s'avouera assez déçu par la dernière livraison des *Cahiers Bernard Lazare* (19) qui ne parvient pas toujours à dépasser un sentiment patriotique tout chaud et assez unilatéral (même S. Flapan y succombe parfois).

L'information rigoureuse est indispensable mais délicate à amasser; peut-être serons-nous tentés de conclure avec Georges Balandier (20):

« ... Enfin, et cet aspect n'est pas mineur, le conflit israélo-arabe a révélé la puissance des passions et des idéologies. C'est bien à tort que certains politologues ont pu annoncer la mort des idéologies, la chute du potentiel des sentiments qu'elles provoquent. Cette guerre du Proche-Orient, sur place et dans de vastes régions du monde, a mobilisé et opposé des émotions redoutables. »

Se libérer de ces « émotions redoutables » constitue sans doute la première tâche de l'homme de gauche. Puisse le présent article y aider, en proposant une multiplicité de sources d'information, gage d'objectivité!

(1) Dans la revue intersyndicale *Perspectives syndicalistes* (juillet-août), le conflit est présenté à l'aide d'extraits différents puisés dans la presse.

(2) Anny Latour: La résurrection d'Israël. (Julliard, coll. « Il y a toujours un reporter », 385 p., 18 F.)

(3) Le conflit israélo-arabe. Dossier. « Les Temps Modernes », 991 p., 20 F. Présentation de J.-P. Sartre.)

(4) Guy Fau: Le dossier juif. (Éditions de l'Union Rationaliste. 288 p., 15,40 F.)

(4 bis) Consulter par exemple le numéro 229 et l'article de D. Bendimred « Le drame juif ».

(5) Georges Friedmann: La fin du peuple juif (Idées-N.R.F., 376 p., 3 F.)

(6) Démocratie nouvelle, juin 1967, 3,75 F. Également des textes de P. Noirot, M. Bruquier, etc.

(7) Esprit, septembre 1966: « Des Israéliens parlent d'Israël » (332 p., 8 F.) On trouvera également un bon dossier dans la Revue Française de Science Politique au P.U.F., d'août 1966, 7,50 F.

Combat du 1<sup>er</sup>-2 juillet 1967. document établi par J.-P. Cornet.

(8) Le Peuple - La Sentinelle du 26 juin 1967.

(9) Croissance des Jeunes Nations de juillet-août 1967.

(10) Le Monde Diplomatique de juillet 1967 comprend plusieurs articles sur le problème.

(11) Combat du 5 juin 1967: « Le problème des réfugiés arabes ».

(12) A. Labarthe in *Combat* du 5 juillet (U. Avéry in *Temps Modernes* où l'on lira également plusieurs textes d'Arabes d'Israël dont le très remarquable Atallah Mansour.

(13) *Clarté-Nouvelle Critique*, juin 1967 (42 p., 3 F.)

(14) A. Gisselbrecht: « Moyen-Orient: un conflit juif-arabe? » (*L'Humanité* du 24 juin.)

(15) « Qu'ils s'en aillent », B. Ben Yahmed, in *Jeune Afrique* du 25 juin 1967.

(16) *Réforme* du 1<sup>er</sup> juillet 1967: « Les Arabes d'hier à demain », P. Rondot.

(17) « Grand savoir et piètres leçons »: Claude Lefort in *Combat* des 8-9 juillet.

(18) « Ma vérité sur Israël »: Julien Besançon in *Nouvel Observateur* n° 137.

(19) *Cahiers Bernard Lazare*, n° 11, juin-juillet 1967, 2 F.: « Les sept jours qui ont ébranlé le Moyen-Orient », par S. Flapan.

(20) « Après la guerre »: G. Balandier in *Trois Continents*, n° 2, 5 F.

## Vie militante

### LE COUP DE SAINT-BRIEUC

La nouvelle date d'hier. Le Conseil constitutionnel, tout en validant six élections législatives contestées, notamment celle de Roger Prat à Morlaix, vient d'annuler quatre élections dont celle d'Yves Le Foll à Saint-Brieuc. On veut donc donner aux électeurs bretons l'occasion de dire ce qu'ils pensent des ordonnances gaullistes et de la politique sociale du gouvernement. Fort bien, nous y sommes prêts.

### ALÈS : NOUVELLES MUNICIPALES

Lors des élections municipales de 1965, trois listes s'étaient affrontées à Alès. Elles obtinrent les résultats suivants:

— Liste P.C. - P.S.U. conduite par Roger Roucaute: 7.613 voix, élue.

— Liste S.F.I.O.-M.R.P. conduite par Paul Bécharde: 7.294 voix.

— Liste de droite: 4.676 voix.

En mars 1967, le candidat communiste arrivait largement en tête au premier tour des législatives, distançant Paul Bécharde. On se souvient comment celui-ci fut finalement contraint de se retirer sur l'intervention de Paris. La réélection de R. Roucaute confirma le résultat des municipales.

Cependant Bécharde, ancien député-maire, Pdt du C. Gal, ne désarmait pas. Débuté en première instance par le tribunal administratif de Montpellier, il vient d'obtenir satisfaction devant le Conseil d'État, qui a annulé l'élection de 1965. Les motifs invoqués (liste incomplète, caractère calomnieux de la propagande) ne visaient nullement la liste de gauche contre laquelle aucun grief n'était formulé. Singulier régime sous lequel un plaignant battu dénonce son adversaire de droite également battu et obtient que soit frappée la liste de gauche victorieuse! Un pareil coup de force, entraînant la mise en place d'une délégation spéciale, ne s'explique que par la proximité des prochaines cantonales.

D'après ce qu'on croit savoir, les nouvelles élections seraient fixées au 10 septembre. Le P.S.U. comptait quatre élus: Germain David (adjoint), Rémy Blanc, André Souche et Charles Litschgy; ce dernier, décédé l'an dernier, devrait être remplacé par un de nos nouveaux camarades, Pierre Clément.

Il appartiendra à la population d'Alès de confirmer une nouvelle fois son verdict en réalisant triomphalement la liste de gauche. Il appartiendra à la F.G.D.S., et notamment au député de Nîmes, Georges Dayan, proche de François Mitterrand, de dire si les options prises sur le plan national en faveur de l'al-

liance à gauche doivent avoir leur suite logique à Alès ou si, une fois de plus, on peut faire dans le Midi le contraire de ce qu'on proclame à Paris.

### CANTONALES

Voici les premières candidatures pour les cantonales:

GARD:

1<sup>er</sup> Canton de NIMES

Fernand VIGOUROUX, employé, Conseiller Municipal de Nîmes, Secrétaire Fédéral.

2<sup>e</sup> Canton de NIMES

Docteur Pierre MASSEGUIN, Adjoint au Maire de Nîmes.

Canton de BESSEGES

Armand ARNAC, Mineur, Maire de Foussignargues (récent adhérent).

Canton de SOMMIERES

Jacques COMPERE, Employé, Adjoint au Maire de Nîmes, Membre du C.P.N.

Canton de SAINT-CHAPTES

Urbain MAURIN, Directeur d'école.

Canton de SAINT-MAMERT

Pierre BONANNI, Représentant de commerce.

La Fédération du Gard organise les 22 et 23 juillet un week-end d'études préparatoires aux cantonales. BOUCHES-DU-RHÔNE:

Le P.S.U., réuni en Conseil fédéral le 9 juillet 1967 à Saint-Cannat, a pris la décision de présenter aux prochaines élections cantonales un candidat dans chacun des cantons renouvelables des Bouches-du-Rhône. RHÔNE:

La Fédération présentera 13 candidatures dont 11 dans l'agglomération lyonnaise.

### EN BREF

● Du 31 août au 9 septembre 1967 à Marvéjols (Lozère), dans le cadre du C.E.S. se tiendra le 16<sup>e</sup> stage de l'Institut d'Etudes Occitanes avec la participation de Ch. Campaux, Denise Imfort, Robert Lafut, etc. Toute correspondance à adresser au stage (34) Laurens.

● La Fédération de l'Isère tient encore à votre disposition des comptes rendus du stage, tenu à Charquemle avec Michel Rocard, sur le thème « Tourisme et Développement de Région de Montagne ».

### NECROLOGIE

● La section d'Antony (Hauts-de-Seine) nous annonce la mort de notre excellent camarade Pierre Mauriac. La Fédération du Rhône nous fait part de la disparition de René Molino, militant exemplaire.

Aux familles et aux organismes du parti, nous transmettons nos condoléances les plus émues et les plus sincères.



**Budget**

## “ La grandeur nationale ” continue

David Boublil

Le budget de 1968 a été arrêté dans ses grandes lignes. M. Michel Debré a indiqué que les dépenses à caractère définitif s'élèvent à un total d'environ 125 milliards de francs soit près de 9,8 % de plus que 1967.

Dans ce budget, deux chapitres nous intéressent plus particulièrement et nous renforcent (malheureusement) dans notre jugement de la politique militaire de notre pays.

### L'échec de la « Grandeur »

Les dépenses militaires passeront de 23,5 milliards à 24,9 milliards de francs, soit une augmentation de 6 %. Nous verrons plus loin que cette augmentation est en réalité de près de 9,8 %.

Une première constatation s'impose, alors que nos voisins européens diminuent leurs dépenses militaires Allemagne, Angleterre... nous augmentons les nôtres, puisque notre revenu national n'augmentera lui que près de 7 %. Autrement dit les Français stagneront.

Une deuxième constatation que nous avons prévue (1) est à tirer. Les crédits de la force de frappe progressant probablement eux aussi de près de 10 %, le gouvernement continue à mener le pays sur la pente dangereuse et chimérique du prestige qu'il paiera par la récession et le chômage qui prend des proportions inquiétantes.

Bien plus nous constatons que l'idée d'une force de dissuasion indépendante française au service d'une diplomatie nationale de grandeur continue à nourrir d'illusions le chef de l'état et ses exécutants malgré les échecs que vient de subir notre politique internationale (refus actuel de la conférence à quatre sur le Moyen-Orient par l'U.R.S.S. Lâchage de nos « protégés » à l'O.N.U.).

### Echec de la sécurité

Comme nous le redoutions, la politique militaire de notre

pays (1) est toute de prestige et ne s'occupe guère de la défense du territoire et de la sécurité réelle des Français.

Quelques exemples parmi tant d'autres, montreront que l'ambition nationale expression qui ne manque certes pas de noblesse, ne concorde pas nécessairement dans l'optique gaulliste avec un objectif digne de la France et des Français : la sécurité nationale et la paix dans le monde.

M. Messmer, ministre des armées a annoncé voici quelques jours la création d'une cinquième division des forces de manœuvre.

On pourrait croire et penser que la défense du territoire serait ainsi renforcée. Il n'en est rien si l'on songe que cette nouvelle division sera constituée avec des éléments prévus pour les quatre précédentes. Autrement dit, nous aurons des divisions qui ne compteront que treize mille soldats au lieu des dix-huit mille actuellement. Où est la sécurité quand cinq = quatre ?

Cette sécurité nous l'aurons, nous objectera-t-on dans la mesure où ces divisions auront :

— d'une part un armement ultra-moderne et très perfectionné qui augmentera leur mobilité et leur puissance de feu (chars AMX 30 qui ont défilé devant les Parisiens pour le 14 juillet et engins atomiques tactiques Pluton pour 1975).

— d'autre part, un nombre accru et suffisant du nouvel armement.

Là aussi, il n'en sera rien puisque la seconde loi d'équipement qui prévoyait la construction de 900 chars AMX est pratiquement révisée de par les restrictions de crédits qu'impose la priorité donnée aux armes nucléaires stratégiques (et cela malgré l'augmentation du budget de la défense). Il est même probable que nous ne construirons pas plus de 600 AMX, et que par conséquent la



A.D.N.P.

De la Bastille aux armes modernes.

puissance de feu s'en ressentira d'une façon très appréciable.

Cette priorité donnée aux armements nucléaires stratégiques a conduit le gouvernement à sacrifier comme nous le pensions la défense aérienne du territoire.

L'abandon du projet Franco-Britannique d'un avion de combat à ailes variables en est un exemple frappant, et montre à quel point la sécurité des Français hante peu le sommeil de nos « stratèges ».

Cette sécurité doit si peu préoccuper leurs nuits, qu'ils ne pensent même pas à construire des abris anti-atomiques pour préserver un tant soit peu la vie des citoyens; car étant maintenant une puissance nucléaire (secondaire il est vrai), nous serons l'un des premiers pays à être attaqués par un ennemi éventuel.

Ainsi nous venons de voir que le budget des armées continue à être un budget de « grandeur nationale » chimérique et qui surestime notre capacité de dissuasion (sur laquelle nous espérons revenir dans un prochain article).

### Le budget de la recherche scientifique

Cette politique « aveugle » se répercute sur notre politique scientifique.

Certes M. Debré nous apprend

que la recherche sera en augmentation de 16,6 % ; le budget total atteignant 1,6 milliard de francs. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est la répartition des divers crédits au sein des organismes de recherche.

Nous constatons que plus de 32 % des crédits sont affectés à l'armée.

Que 29 % vont à la recherche nucléaire ; et que sur ce chiffre près de la moitié est consacrée à la recherche nucléaire militaire.

Autrement dit, près de 50 % du budget de la recherche va aux armées. Comme nous le notions plus haut c'est en réalité près de 9,8 % d'augmentation qu'a subi le budget de la défense par rapport à 1967 (nous sommes loin de 5 % d'augmentation annuelle du délégué ministériel à l'armement, le général Fourquet.

En définitive l'alternative entre la guerre et la paix que nous propose la politique gaulliste est absurde, quand le choix de la guerre peut signifier l'anéantissement du peuple français dans son ensemble.

Le choix de la sécurité doit être l'objectif essentiel qu'un gouvernement socialiste devrait proposer. Je doute fort que le budget de la défense tel qu'il est conçu nous y amènera. □

(1) Voir le n° 329 de T.S. : « L'Armement à long terme ».